

REGLEMENT MUNICIPAL SUR LA POLICE DES CIMETIERES

Le Maire de Cherveix-Cubas

Vu les dispositions des articles L.2213-8 et L.2213-9 du Code Général des collectivités territoriales,
Vu la délibération et le tarif votés par le conseil municipal, en date du 15 Octobre 2015,
Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures réclamées par la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et de la décence dans le cimetière,

Arrête :

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : Auront droit à la sépulture dans les cimetières communal :

- Les personnes décédées sur le territoire de la commune, quel que soit leur domicile,
- Les personnes domiciliées dans la commune, quel que soit le lieu où elles sont décédées,
- Les personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille située dans l'un des cimetières communaux, quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès.

Article 2 : Les inhumations sont faites soit sur des terrains communs ou non concédés, soit dans des fosses ou sépultures particulières concédées comme il sera dit ci-après.

Dans tous les cas, les fosses doivent être ouvertes sur 1,50 m de profondeur, 0,80 m de largeur et de 2 mètres de longueur, sauf pour les sépultures d'enfants qui font l'objet de l'Article 10 ci-après.

Article 3 : Tout particulier peut faire placer sur la fosse de son parent ou de son ami une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture en se conformant aux dispositions énoncées ci-dessous.

Aucune inscription ou épitaphe ne pourra être placée sur une croix, pierre lunulaire ou monument funéraire quelconque, qu'après avoir reçu au préalable le visa de l'administration.

TITRE II - DES INHUMATIONS EN TERRAIN COMMUN

Article 4 : Les inhumations en terrain non concédé se feront dans les emplacements et sur les alignements désignés par l'autorité municipale.

Article 5 : Dans les terrains non concédés, les inhumations seront faites dans des fosses particulières creusées sur des lignes parallèles. Chaque fosse portera un numéro particulier.

Article 6 : Aucune fondation, aucun scellement, sauf des scellements extérieurs, ne pourront être effectués dans les terrains non concédés. Il n'y sera déposé que des signes funéraires dont l'enlèvement pourra facilement être opéré au moment de la reprise des terrains par l'administration.

Article 7 : Les emplacements dans lesquels auront lieu les inhumations dans les terrains communs ne seront repris par l'administration qu'après la 10^{ème} année.

Article 8 : Les signes funéraires placés sur les terrains non concédés ne pourront dépasser, sur les tombes d'adultes, 2 mètres de longueur sur 0,80 m de largeur, et sur les tombes des enfants décédés au-dessous de sept ans, 1 mètre de longueur sur 0,40 m de largeur.

TITRE III - DES INHUMATIONS DANS LES TERRAINS CONCEDES

Article 9 : Des terrains peuvent être concédés, dans les cimetières pour sépultures particulières. Les tarifs des concessions sont fixés par le conseil municipal et tenus à la disposition du public au secrétariat de la mairie.

Dès la demande d'achat ou de renouvellement, le concessionnaire devra acquitter les droits de concession au tarif en vigueur le jour de la signature.

Un acte de concession sera établi par le Maire en trois exemplaires destinés au concessionnaire, au receveur municipal, et aux services municipaux.

Article 10 : La superficie du terrain affecté à chaque concession est de 4,50 m², 7,50 m² ou 10,50 m².

Les surfaces constructibles sont respectivement de 2,50 m², 5 m² ou 7,50 m² pour toute sépulture.

Les concessions de terrain sont occupées à la suite et sans interruption dans les emplacements désignés par les agents de l'administration. Chaque sépulture devra laisser sur chaque côté et à l'intérieur de ce terrain un espace inter concession de 0.25 m de largeur. Une bordure en ciment est obligatoire sur ces surfaces aux fins de trottoir de propreté.

Article 11 : Toutes les concessions seront faites uniformément sur 2,50 m de longueur.

Les concessions de 2,50 m² seront faites uniformément sur 1,00 m de largeur.

Les concessions de 5 m² seront faites uniformément sur 2,00 m de largeur.

Les concessions de 7,50 m² seront faites uniformément sur 3,00 m de largeur.

En général, et toutes les fois que l'emplacement le permettra, les terrains concédés seront livrés dans la forme d'un quadrilatère rectangulaire, et cette livraison sera définitive.

Article 12 : Les concessionnaires ne pourront établir leurs constructions, clôtures et plantations au-delà des limites du terrain livré ; les parties de ce terrain restées inoccupées ne donneront lieu à aucune restitution sur le prix de la concession.

L'administration tolérera cependant un empiètement souterrain de 0,20 m autour et en dehors du terrain concédé à titre perpétuel. Cet empiètement, qui ne sera toléré que pour la fondation d'un monument à élever, pourra être amené jusqu'à l'affleurement du sol.

L'administration tolérera également les corniches ou entablements en saillie, pourvu que ces saillies n'excèdent pas quinze centimètres et qu'elles soient établies à deux mètres au moins au-dessous du sol.

Des patères ou porte-couronnes pourront être établis, mais seulement dans la limite de la concession.

Article 13 : Les concessionnaires peuvent faire élever des monuments, placer des signes funéraires, aux conditions indiquées aux articles 28 et suivants, sur les terrains dont ils ont été mis en possession.

Article 14 : L'inhumation dans une concession particulière peut être faite soit en pleine terre, soit en caveau.

Lorsqu'elle a lieu en pleine terre, la fosse est creusée jusqu'à une profondeur de 1,50 m : toutefois, cette profondeur pourra être réduite à 1 m pour le dépôt des urnes contenant des cendres.

Article 15 : Tout titulaire d'une concession peut y construire un caveau de famille.

Lorsqu'il y aura une construction de caveau avec cases, chaque corps est séparé par une dalle en pierre d'au moins six centimètres d'épaisseur ou tout autre disposition équivalente, et la dalle du fond de la case supérieure devra être placée à 1,50 m au moins en contre bas du niveau du sol.

La sépulture sera close et scellée à base de ciment le jour même de l'inhumation.

L'ouverture des caveaux sera close par une dalle en pierre ou en granit d'au moins 15 cm d'épaisseur, parfaitement cimentée, ou par toute autre clôture équivalente, placée dans les limites de la concession, de manière à permettre son ouverture sans toucher au sol du chemin. Aussitôt une inhumation terminée, cette dalle sera replacée.

Les caveaux ne pourront être construits qu'en se conformant aux dispositions des Articles 30 et suivants.

Article 16 : Toute ouverture de caveau doit être effectuée en présence du Maire ou de son représentant.

Article 17 : Tous les terrains concédés devront être entretenus par les concessionnaires en état de propreté ; les monuments funéraires seront par eux maintenus en bon état de conservation et de solidité ; toute pierre tumulaire tombée ou brisée devra être relevée et remise en bon état dans le délai d'un mois.

En cas d'urgence ou de péril imminent, il pourra être procédé d'office à l'exécution des mesures ci-dessus par les soins de la municipalité aux frais des concessionnaires, sans préjudice, éventuellement, de la reprise par la commune des concessions perpétuelles et centenaires laissées à l'abandon conformément à l'article L.2223-17 du Code général des collectivités territoriales.

Article 18 : A l'expiration des concessions de 30 ans et plus et faute de réclamation par les familles, les sépultures seront réputées abandonnées dans les conditions prescrites par les Articles L.2223-17 et R.2223-12 du Code général des collectivités territoriales. L'administration reprendra possession des terrains concédés dans l'état où ils se trouveront, même avec les constructions qui y auraient été élevées. Les restes mortels que contiendraient encore les sépultures et qui n'auraient pas été réclamés seront recueillis et inhumés, avec toute la décence convenable, dans l'enceinte du cimetière et dans une fosse commune.

A l'égard des concessions perpétuelles et centenaires abandonnées, il sera procédé conformément à l'Article L.2223-17 précité.

TITRE IV - DES DEPOSITOIRES

Article 19 : Le séjour dans le dépositaire public donnera lieu à la perception des droits déterminés par la délibération du conseil municipal en date du 15 Octobre 2015.

Les séjours d'un corps dans le caveau provisoire municipal ne doivent pas excéder trois mois. Il ne peut être admis que dans les deux éventualités suivantes et dans la limite des disponibilités :

Si l'inhumation définitive du corps doit avoir lieu dans une concession perpétuelle ou temporaire qui n'est pas en état de le recevoir,

Si la famille n'a pas encore déterminé le lieu et le mode de sépulture définitive du corps.

TITRE V - OSSUAIRE COMMUNAL ET JARDIN DU SOUVENIR

Article 20 : Le gardien de police municipale est chargé de veiller au bon entretien de l'ossuaire situé dans les cimetières communaux, ainsi que l'emplacement affecté au jardin du souvenir.

Il devra assurer la surveillance des opérations suivantes :

- Affectation dans l'ossuaire spécial des restes des personnes inhumées dans les terrains concédés ou non repris dans le délai de rotation ;
- Epandage convenablement réalisé des cendres des restes exhumés, en provenance du crématorium, dans la partie spécialement affectée à cette fin, du jardin du souvenir ;
- Gravure des noms des personnes – même si aucun reste n'a été retrouvé – précédemment inhumées dans les terrains concédés du cimetière, sur le dispositif établi à cet effet dans le jardin du souvenir ;
- Inscription des noms des mêmes personnes sur le registre spécial dûment coté et paraphé, qu'il devra tenir à la disposition du public durant les heures d'ouverture du secrétariat de la mairie.

TITRE VI - DU SERVICE DES INHUMATIONS DANS L'INTERIEUR DU CIMETIERE

Article 21 : Les convois seront introduits dans les cimetières par la porte principale.

Article 22 : Lorsque le convoi sera parvenu au lieu de la sépulture, le cercueil sera descendu avec respect par les porteurs et porté à pas lents sur le bord de la fosse du caveau.

Article 23 : Les convois de nuit sont expressément interdits.

TITRE VII - DES MESURES D'ORDRE INTERIEUR ET DE LA SURVEILLANCE

Article 24 : L'accès au cimetière est autorisé chaque jour au public, du lever au coucher du soleil.

Article 25 : Les chemins intérieurs du cimetière seront constamment maintenus libres. Les dégradations et les dommages causés aux chemins ou tous autres dommages constatés dans l'intérieur du cimetière seront réparés aux frais du contrevenant.

Article 26 : La circulation des véhicules de toute espèce n'est autorisée qu'avec l'accord du maire ou de son représentant et ne devra jamais excéder 5 km/heure.

Les véhicules admis dans les cimetières se rangeront et s'arrêteront pour laisser passer les convois. Ils ne pourront stationner dans les chemins sans nécessité.

Article 27 : L'entrée du cimetière sera interdite aux gens ivres, aux marchands ambulants, aux enfants non accompagnés, aux personnes accompagnés d'animaux domestiques, à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les personnes admises dans les cimetières et qui ne s'y comporteraient pas avec tout le respect convenable ou qui enfreindraient une des dispositions du présent règlement, seront expulsées par les agents de l'administration, sans préjudice des poursuites de droit.

Article 28 : Il est expressément défendu :

1° D'escalader les murs de clôture du cimetière, les grilles ou treillages des sépultures, de monter sur les arbres et sur les monuments, et de s'asseoir sur les gazons, d'écrire sur les monuments et pierres tumulaires, de couper ou d'arracher les fleurs plantées sur les tombes, enfin d'endommager d'une manière quelconque les sépultures ;

2° De déposer des ordures dans quelque partie que ce soit du cimetière.

Article 29 : Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres plantés sur le bord des chemins, d'y appuyer des instruments ou des échafaudages, de déposer à leur pied des matériaux de construction et généralement de ne leur causer aucune détérioration.

Article 30 : Avant tous travaux, les concessionnaires ou constructeurs seront tenus d'en faire la déclaration en mairie. L'administration surveillera les travaux de construction des caveaux et sépultures, de manière à prévenir les anticipations, les dangers qui pourraient résulter d'une mauvaise construction, enfin tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines.

Article 31 : Le sciage et la taille des pierre destinées à la construction des monuments sont interdits dans l'intérieur du cimetière.

Article 32 : Les matériaux nécessaires pour les constructions, et les terres provenant des fouilles seront déposés provisoirement dans les emplacements désignés par l'administration lorsqu'ils ne pourront l'être sur le terrain concédé.

Aucun dépôt, même momentané, de terres, matériaux, outils, vêtements ou objets quelconques, ne pourra être effectué sur les tombes riveraines.

On ne pourra non plus, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, déplacer ou enlever les signes funéraires existant aux abords des constructions, sans l'autorisation des familles intéressées et l'agrément de l'administration.

Les entrepreneurs devront prendre toutes précautions nécessaires pour ne pas salir les sépultures voisines pendant l'exécution de leurs travaux. Au besoin, ils devront les recouvrir de bâches.

Article 33 : Les fouilles faites pour la construction des caveaux et monuments sur les terrains concédés devront, par les soins des constructeurs, être entourés de barrières ou défendues au moyen d'obstacles visibles, tels que couvercles spéciaux, entourages ou autres ouvrages analogues, mais résistants, afin d'éviter tout danger.

Article 34 : Les concessionnaires ou constructeurs seront tenus de se conformer aux dispositions qui seront prescrites par l'administration pour l'exécution des fouilles, pour les précautions à prendre, enfin pour tout ce qui peut tendre à assurer la conservation des sépultures, la liberté de la circulation et, en général, l'exécution du présent règlement.

A ce effet, est notamment interdit l'usage par les entrepreneurs de véhicules trop puissants dans l'enceinte du cimetière, d'outillages mécaniques à proximité immédiate de tombes, ou de matériaux de résistance insuffisante, pour la construction ou la décoration des tombes.

Article 35 : Lorsque les concessionnaires ou constructeurs devront enlever des terres hors du cimetière, l'administration s'assurera au préalable que ces terres ne contiennent aucun ossement. Les gravois, pierres, débris, etc. ..., restant après l'exécution des travaux, devront toujours être recueillis et enlevés avec soin, de telle sorte que les abords du monument soient libres.

Article 36 : Il est formellement interdit de déposer dans les chemins, allées, ainsi que dans les passages dits "inter tombes" ou "inter concessions", les plantes, les arbustes, les fleurs fanées, les signes funéraires et couronnes détériorées ou tous autres objets retirés de sur les tombes ou monuments. Ces objets devront être déposés dans le container du cimetière réservé à cet usage.

Article 37 : Aucun travail de construction, de terrassement ou de plantation n'aura lieu, dans les cimetières, les dimanches et fêtes, sauf en cas d'urgence, sur l'autorisation de l'administration.

Les plantations des arbres ou d'arbustes par les concessionnaires de terrains dans les cimetières communal seront faites, sans aucune exception, dans les limite du terrain concédé et de telle sorte qu'en aucun cas elles ne puissent produire anticipation, par leurs branches ou par leurs racines, sur les concessions voisines par suite de la croissance des arbustes, arbres ou autrement. Elles devront, en outre toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage dans les allées ou dans les entre-tombes.

Celles qui seraient reconnues nuisibles soit par leur anticipation sur les sépultures voisines, soit par la gêne apportée à la surveillance ou au passage, soit pour tout autre cause, devront être élaguées, recépées ou abattues, si besoin est, à la première mise en demeure de l'administration.

Article 38 : Dans le cas où il ne serait pas déféré à cette mise en demeure dans un délai de huit jours, il sera dressé procès-verbal pour être statué ce que de droit par les tribunaux compétents, sans préjudice du droit pour l'administration de faire exécuter le travail d'office et aux frais du concessionnaire en cas de danger grave et imminent pour la sécurité et la circulation.

Article 39 : Les fleurs, arbustes, croix, grilles, entourages et les signes funéraires de toutes sortes ne pourront être déplacés ou transportés hors du cimetière sans une autorisation expresse de familles et de l'administration.

L'autorisation de l'administration sera nécessaire pour l'enlèvement des signes funéraires existant sur les sépultures en reprise.

Article 40 : Il est interdit d'apposer des affiches, tableaux et autres signes d'annonce aux murs et portes des cimetières.

TITRE VII - DES EXHUMATIONS ET DES TRANSPORTS

Article 41 : Conformément à l'Article 78 du Code civil et à l'Article R.2213-40 du Code général des collectivités territoriales, il ne sera procédé à aucune exhumation sans une autorisation expresse et par écrit du maire, sauf pour les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire.

Article 42 : Le maire prescrira éventuellement, dans chaque cas, les mesures particulières à prendre dans l'intérêt de la salubrité, sans préjudice de l'observation des prescriptions générales édictées par le Code général des collectivités territoriales, partie réglementaire.

Article 43 : Dans l'exécution des fouilles nécessaires pour opérer une exhumation, les opérateurs habilités auront soin de ne pas mettre à découvert les corps voisins. L'exhumation aura lieu en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister.

Article 44 : Dans le cas d'exhumation faite à la demande de la famille, il incombe à l'opérateur funéraire habilité de procéder à l'enlèvement et à la destruction des débris du cercueil.

Article 45 : Le Maire, les Adjointes, dans la limite de leurs délégations et les employés communaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera tenu à la disposition du public en Mairie, et transmis à la Préfecture de la Dordogne.

Fait à Cherveix-Cubas, le 15 Octobre 2015
Le Maire,